



Blois, le 17 mars 2008



DRIRE

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DU CENTRE

Groupe de Subdivisions du Loir et Cher

49 bis rue Laplace

41000 BLOIS

Tél : 02 54 74 98 80

Fax : 02 54 74 08 09

E-mail : drire_gs41@industrie.gouv.fr

internet : www.centre.drire.gouv.fr

Directeur

RAPAUYO — 5/5/08

Réf. : 2008/33 - AM

Vérifié par

Affaire suivie

Mél : ...

M:\ENVIRONN\carrières\G\GIE Les Faluns de Contres\Contres Sassay
2007\Rapports\GicFalunsdeC_RapautoContres Sassay_01.2008.doc

Groupement d'Intérêt Economique
Les Faluns de Contres
14 rue des Aulnes
41500 CONTRES

Demande d'autorisation d'étendre l'exploitation
d'une carrière de Faluns
Au lieu-dit « Châteua Gabillon »
A CONTRES et SASSAY

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES A Monsieur le Préfet du LOIR ET CHER

Monsieur agissant en tant qu'administrateur du groupe d'intérêt économique Les Faluns de Contres, a sollicité de Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher, l'autorisation d'étendre l'exploitation d'une carrière de faluns sur le territoire des communes de CONTRES et SASSAY.

A cet effet, un dossier de demande d'autorisation, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 14 juin 2007 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 03 juillet 2007.

Sommaire du rapport :

I/OBJET DE LA DEMANDE	
I1/Nature et volume des activités	2
I2/Description de l'établissement	2
II/PROCEDURE D'INSTRUCTION	2
II1/Enquête publique	3
II1B/Avis du commissaire enquêteur	3
II2/ Avis des municipalités et des services	3
II2A/Avis du conseil municipal de la commune de CONTRES	3
II2B/Avis du conseil municipal de la commune de SASSAY	3
II2C/Avis du conseil municipal de la commune de CHEMERY	3
II2D/Avis du SDIS	3
II2E/Avis du SIDPC	3
II2F/Avis de la DDASS	4
II2G/Avis de la DIREN	4
II2H/Avis de la DRAC	4

II 2/Avis de l'INAO	5
III/MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	5
III1/Eau	5
III2/Air	5
III3/Bruit	5
III4/Déchets	5
III5/Trafic	5
III6/Effets sur la santé	6
III7/Risques	6
III8/ Impact paysager	6
III9/Garanties financières	6
IV/AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR - PROPOSITION	6

I. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités

Les activités du Groupement d'Intérêt Economique Les Faluns de Contres relèvent de la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime (*)	Capacité	RA(*) (km)
2510-1	Exploitation d'une carrière	A	Production annuelle moyenne : 124 500 t Production annuelle maximum : 165 000 t	3
2515	Criblage de matériaux naturels (installation non motorisée)	NC	-	

(*) A : Autorisation D : Déclaration NC : Non classable RA : rayon d'affichage.

1.2. Le pétitionnaire

Le Groupement d'Intérêts Economique « Les Faluns de Contres » exploite déjà une carrière de faluns sur le territoire de la commune de Contres.

Raison sociale de la personne morale : GIE Les Faluns de Contres
 Forme juridique : Groupement d'Intérêt Economique
 Capital : 12805,72 €
 Siège social : 14, Rue des Aulnes 41700 CONTRES
 N° Registre du commerce : BLOIS n° 328 649 801
 N° de gestion : 84 C 1
 Code NAF : 141 C

1.3. Description de l'établissement

1.3.A. Activité

Il s'agit d'étendre l'exploitation d'une carrière de faluns dont l'autorisation arrive bientôt à échéance. Cette exploitation constituant une extension de la carrière en cours d'exploitation au même lieu-dit de « Château Gabillon » dont l'autorisation arrive à échéance le 29 octobre 2010.

1.3.B. Caractéristiques de la carrière

La carrière projetée est sise sur le territoire des communes de CONTRES et SASSAY au lieu-dit « Château Gabillon ». L'emprise du projet d'extension a une superficie totale de 11 ha 07 a 48 ca dont 7 ha 87 a 80 ca effectivement exploitable.

Les parcelles concernées par le projet sont cadastrées section BH n° 37, 119 à 125, 132 à 135, 157, 159, 161, 128 à 130, 103 à 105 et 111pp, sur la commune de CONTRES et section A n° 251, 557 et 558 sur la commune de SASSAY.

Le centre de la carrière a pour coordonnées (système Lambert II étendu) X=534,000 km et Y=2268,360 km.

L'épaisseur moyenne du matériaux est de 10,5 m.

La production annuelle moyenne prévue est de 83 000 m³ soit 124 500 t et la production annuelle maximale prévue sera de 110 000 m³ soit 165 000 t.

II. PROCEDURE D'INSTRUCTION

II.1. Enquête publique

L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral n° 2007-254.12 du 11 septembre 2007. Elle s'est tenue en mairies de CONTRES et SASSAY entre le 09 octobre 2007 et le 15 novembre 2007 inclus. L'affichage de l'enquête publique concernait les communes de CONTRES et SASSAY.

Une seule annotation a été portée sur le registre d'enquête. Elle concernait le respect de la distance de sécurité de 10 m et l'interdiction d'apport des déchets sur le site.

II.1.A. Réponse apportée par le pétitionnaire

Le pétitionnaire a pris connaissance de l'observation et s'est engagé à respecter ces dispositions en rappelant que c'est ce qu'il a déjà fait sur l'exploitation existante.

II.1.B. Avis du commissaire enquêteur

Le 13 novembre 2007, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable.

II.2. Avis des municipalités et des services

II.2.A. Avis du conseil municipal de la commune de CONTRES

L'avis ne nous est pas parvenu.

II.2.B. Avis du conseil municipal de la commune de SASSAY

L'avis ne nous est pas parvenu.

II.2.C. Avis du conseil municipal de CHEMERY

Avis favorable sans observation

II.2.D. Avis du SDIS

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours a émis un avis favorable sous réserve de respecter les observations suivantes :

1. Disposer à bord des engins de chantier, d'extincteurs appropriés aux risques à défendre. Maintenir en bon état et vérifier périodiquement les extincteurs.
2. Etablir des consignes précisant la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, qui seront diffusées à tous les membres du personnel.
3. Prévoir un moyen permettant d'alerter les secours (tel 18 ou 112) dans les plus brefs délais.
4. Interdire l'accès au site à toute personne étrangère à l'exploitation.
5. Respecter toutes les autres dispositions prévues dans le dossier et non reprises dans cette étude.

Eléments de réponse apportés par le pétitionnaire : Les observations formulées par ce service seront prises en compte.

II.2.E. Avis du SIDPC

Ce service a indiqué que l'examen du dossier n'appelle pas de remarque particulière en rappelant que toutes les mesures de sécurité doivent être prises pour assurer la protection de la canalisation de gaz passant à proximité du site.

Eléments de réponse apportés par le pétitionnaire : Les services techniques de GDF ont été consultés. La préconisation qui a été émise concerne le maintien d'une distance de sécurité de 16 m entre la carrière et la canalisation. L'exploitant s'est engagé à respecter cette distance.

II.2.F. Avis de la DDASS

La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, a émis un avis favorable sous réserves qu'une mesure de bruit soit faite au droit des habitations sises chemin de Varenne et que des mesures de niveau de bruit soient régulièrement réalisées. Ce service demande que les piézomètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines soient mis en place dès l'ouverture de la carrière.

Eléments de réponse apportés par le pétitionnaire : Le pétitionnaire a fait procéder à une nouvelle campagne de mesures de niveaux sonores par un organisme agréé (APPAVE) les 24 et 25 janvier 2008. Cette nouvelle série de mesures a permis de mettre en évidence que l'émergence réglementaire sera respectée. Le pétitionnaire s'est engagé à implanter les piézomètres dès l'ouverture de la carrière.

II.2.G. Avis de la DIREN

La Direction Régionale de l'Environnement a émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations suivantes, en notant que le suivi des eaux souterraines (qualitatif et quantitatif) était réalisé :

Prise en compte des impacts et mesures d'accompagnement

La réactualisation du diagnostic écologique devra intégrer la délimitation de la zone sur sable calcaire qui ne devra pas être exploitée.

Le Robinier faux - acacia devra être retiré de la liste des plantations devant être implantées pour la remise en état.

Les merlons périphériques devront être entretenus.

La cote minimale du niveau d'extraction est fixée à 100 NGF.

Ce service relève que le pétitionnaire s'est engagé à installer 3 piézomètres sur le site.

Eléments de réponse apportés par le pétitionnaire : L'exploitant a bien pris en compte les observations formulées par la DIREN. Une actualisation de l'étude flore a été réalisée dans le courant de l'été 2007.

Remarque du service instructeur : Pour la zone de sable calcaire, le projet de prescriptions prévoit que dès la notification de l'arrêté préfectoral, le carrier délimitera la zone concernée et sa zone de protection après avoir recueilli l'avis de la DIREN. Ainsi déterminées, ces zones seront matérialisées sur le site et ne seront pas exploitées.

II.2.H. Avis de la DRAC

Ce service rappelle que la prise en compte du patrimoine archéologique doit être assurée.

Eléments de réponse apportés par le pétitionnaire : L'exploitant a bien pris en compte les observations formulées par ce service.

II.2.1. Avis de l'INAO

Ce service n'a formulé aucune observation.

III. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT

III.1. Eau

Eaux de surface

Le réseau hydrographique local est constitué par la Bièvre, qui est un affluent du Beuvron. La Bièvre a deux origines, l'une sur le territoire de la commune de Contres au lieu-dit « Les Maisons Rouges » et l'autre à SASSAY.

Il n'y aura pas d'installation de premier traitement motorisée sur le site. Un simple tamisage au moyen d'une grille fixe sera réalisé sur le site.

Eaux souterraines

Les risques de pollution liés à l'exploitation, sont engendrés par la présence de l'engin d'extraction et des véhicules à moteurs thermiques (carburant et huiles hydrauliques) desservant le site. L'approvisionnement de l'engin en carburant est réalisé au siège du groupement, sis à CONTRES, où celui-ci est remis chaque soir. Il n'y aura pas de stockage d'hydrocarbures sur le site. L'engin fera l'objet d'un entretien régulier hors de la carrière.

Les remblais qui seront admis sur le site seront inertes et feront l'objet d'un suivi (traçabilité des apports et localisation sur la carrière). Un réseau de surveillance de 3 piézomètres sera implanté sur le site.

III.2. Air

En matière de rejets atmosphériques, les principales émissions sont liées aux véhicules circulant sur le site et le desservant. Un arrosage des pistes est prévu en cas de besoin.

III.3. Bruit

Le travail ne sera effectué qu'en période diurne de 7h30 à 12h00 – 13h30 à 17h00 du lundi au jeudi et 7h30 à 12h00 – 13h30 à 16h00 le vendredi.

Les habitations les plus proches sont situées à 200 m du projet.

En matière d'émissions sonores, les mesures effectuées montrent que les valeurs maximum du niveau sonore en limite du projet et d'émergence réglementaires de 6 dB(A) devraient être respectées en réalisant notamment des merlons périphériques.

III.4. Déchets

Le fonctionnement de la carrière n'engendrera que peu de déchets. Les déchets, dus à la présence du personnel, seront collectés et dirigés vers la déchetterie proche ou ramassés par la commune.

III.5. Trafic

La desserte de la carrière sera assurée par une voie privée aménagée pour rejoindre la RD122 à l'Est de CONTRES.

Le trafic propre à la carrière représente 27 véhicules (camions avec ou sans remorque) par jour.

Ce trafic sera identique à celui engendré par l'activité de la carrière actuellement en activité et qui n'a pas posé de problème particulier depuis le début de son exploitation.

III.6. Effets sur la santé

L'étude d'impact traite des effets sur la santé en concluant que les populations ne sont pas exposées à des risques particuliers induits par les activités de la carrière.

III.7. Risques

La canalisation de gaz dont le tracé passe à proximité du site sera préservée en maintenant un bande de terrain de sécurité qui sera matérialisée et aura en permanence une largeur minimale de 16 m. Il n'y aura aucune installation ni dépôts de carburants sur le site. L'engin de chantier sera équipé d'un extincteur.

III.8. Impact paysager

L'impact paysager du projet sera limité. Pour limiter la perception du site en cours d'extraction, l'exploitant a prévu de mettre en place et de végétaliser un merlon en périphérie du site.

III.9. Remise en état

La remise état de la carrière consiste en la création d'une dépression régulière avec un comblement partiel du fond de fouille au moyen de matériaux inertes. Au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'extraction et de comblement, la terre de découverte sera remise en place pour permettre une reprise naturelle de la végétation.

Les talus périphériques, après exploitation, présenteront un profil en pente douce ($< 30^\circ$). Toutefois, sur une longueur de 100 m un front présentant un profil particulier sera aménagé pour permettre la nidification de certaines espèces d'oiseaux. Ce talus remis en état présentera un profil en pente douce comme décrit supra, toutefois un front vertical de 2 m de hauteur sera maintenu en partie haute.

Une pelouse calcarifère sera conservée et protégée en bordure du site.

III.10. Garanties financières

Les garanties financières ont été calculées sur la base du calcul forfaitaire du montant de référence tel que défini dans l'annexe I de l'arrêté ministériel du 09 février 2004. Le pétitionnaire a prévu l'exploitation du site et sa remise en état sur 10 phases regroupées en deux périodes quinquennales.

IV. AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES - PROPOSITIONS

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir et Cher de donner une suite favorable à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le Groupement d'Intérêt Economique « Les Faluns de Contres » sur le territoire des communes de CONTRES et SASSAY, sous réserve du strict respect des dispositions du projet d'arrêté joint.

L'inspection des installations classées propose que ce rapport et le projet d'arrêté précité soient respectivement présentés et soumis à l'avis de la CDNPS, conformément à l'article R 512-25 du Code de l'environnement - Partie réglementaire.

L'Inspecteur des Installations Classées



Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet
de Loir-et-Cher
Pour le directeur et par délégation
Le chef de groupe de subdivisions du Loir-et-Cher

